

OUYAHIA, SAMEDI, AU FORUM DE L'ENTV

# «Je refuse d'expliquer le terrorisme par la pauvreté»

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a travaillé samedi, sur le plateau de l'ENTV, à contrecarrer l'analyse qui commençait à se répandre après les attentats sanglants de mercredi passé à Alger et qui postulait à expliquer le terrorisme par la pauvreté. «Je refuse d'expliquer le terrorisme par la pauvreté», a-t-il en effet affirmé, soulignant que «ses causes sont les manipulations de la religion».

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Nullement complexe par l'attribut d'éradicateur dont il continue d'être affublé, s'en revendiquant toujours au demeurant avec fierté, Ahmed Ouyahia a voulu comme preuve de son affirmation que le terrorisme ne s'explique pas par la pauvreté la manifestation internationale de ce

phénomène. «Le terrorisme en Arabie Saoudite ou en France est-il dû à la pauvreté ?», a-t-il dit, ajoutant que «le terrorisme est présentement l'œuvre d'Al Qaïda».

Le patron du RND, qui se démarque de la mimique politique ambiante et qui voudrait que le terrorisme soit évoqué à travers sa nature abjecte



et non en tant que tel, a affirmé, par ailleurs, que «il faut appeler les choses par leurs noms. Le terrorisme reste le terrorisme». Mais, chez Ouyahia, cette fidélité au discours fondateur ne se décline pas comme un renoncement au principe de la réconciliation nationale qu'il a appris à soutenir depuis la fameuse Rahma.

«Une bombe au Palais du gouvernement, ce n'est pas ce qui va nous faire abandonner la réconciliation nationale», a-t-il soutenu, après avoir fait remarquer que la lutte antiterroriste a été une lutte de tous les instants.

«Les gendarmes ou les militaires qui meurent ne le sont pas lors de parties de chasse».

Le secrétaire général reconnaît, toutefois, qu'il y a eu un relâchement de vigilance citoyenne. Un relâchement qu'il dit induit aussi par un certain dis-

cours politique né à la veille du 28 août 2006, à l'approche de la date d'expiration des délais impartis à la loi portant charte pour la paix et la réconciliation nationale, qui sollicitait une prolongation.

«Ça ne fait pas sérieux de revendiquer une prorogation des délais.» Il est peut-être utile de rappeler que les chantages d'une telle approche étaient partis islamistes et le Front de libération nationale.

Par ailleurs, Ahmed Ouyahia ne croit pas que ce soit l'approche des élections législatives qui a fait cette recrudescence des attentats terroristes.

«Il y a eu des attentats à Bagdad, à Casablanca et à Alger. Il est clair que ces attentats sont coordonnés de l'étranger.

Les ordonnateurs n'ont cure des élections législatives.» Ouyahia a estimé en outre qu'il n'y a pas de relation entre les attentats

la probabilité d'attentats au centre d'Alger la journée du 14 avril. «Je n'ai pas vu le site. Je trouve néanmoins cela bizarre».

Il est fort à craindre que ce soit une nouvelle fois une propagande orchestrée par l'étranger et relayée par certains médias tout autant étrangers», a-t-il dit, évoquant, pour étayer son assertion, l'intervention sur une télévision étrangère d'un ancien agent consulaire à Tripoli, aujourd'hui réfugié à Londres.

Pour l'ancien chef du gouvernement, cet ancien agent consulaire a fui à Londres, après avoir refusé de regagner le pays à la fin de sa mission en Libye.

Cependant, Ouyahia a indiqué que, relativement à l'alerte américaine, «dans les us diplomatiques, il y a des voix indiquées pour informer les autorités algériennes», concédant un «s'il s'avère vrai qu'il y a eu diffusion d'une telle information, ce sera très grave».

S. A. I.

## L'ALGERIE A PROPOS DE L'ALERTE

### DE L'AMBASSADE AMERICAINE

## «Fantaisiste et inacceptable»

Vingt-quatre heures après la psychose qui a gagné les habitants de la capitale, suite à la diffusion par l'ambassade des Etats-Unis d'un communiqué faisant état d'éventuels attentats au niveau des institutions algériennes, la Grande-Poste et le siège de la Télévision nationale, en l'occurrence, le ministère des Affaires étrangères a fait connaître hier sa réaction. Le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis a été convoqué, selon un communiqué du MAE, pour s'expliquer sur les informations alarmantes et erronées diffusées par la chancellerie américaine et reprises par un grand nombre d'agences de presse étrangères. Considérant d'abord l'information «américaine» de «fantaisiste», les autorités algériennes ont rappelé à la mission diplomatique américaine «son obligation du respect scrupuleux de la souveraineté du pays d'accréditation et du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures». Outrepasant les conventions qui régissent la coopération entre les deux pays, notamment en matière de sécurité et de lutte antiterroriste, la représentation américaine à Alger vient de se mettre dans une position gênante vis-à-vis de son pays d'accueil qui juge «inacceptable», un tel comportement. «Les initiatives intempêtes de ce genre sont contre-productives et irresponsables au regard des exigences de la coopération dans la lutte antiterroriste conformément au droit international et aux pratiques bien établies en matière de coordination entre organismes compétents», signale-t-on dans le communiqué du MAE. Que s'est-il donc passé ? Le département d'Etat américain a-t-il autorisé la diffusion d'une telle information ou s'agit-il d'un excès de vigilance de la part des services diplomatiques ? Pour l'heure, le département d'Etat américain n'a pas fait connaître sa version des faits, qui ne doit pas tarder à présent, puisque les autorités algériennes demandent des comptes et ne laisseront pas un tel dépassement porter atteinte à la souveraineté nationale. «L'Algérie, qui a consenti des sacrifices considérables dans sa résistance au terrorisme, exige de la part de tous ses partenaires, des interactions mutuellement avantageuses dans l'équilibre des droits et obligations», affirme-t-on. Il est important de rappeler que plusieurs partis politiques, notamment le RND et le PT, ont exprimé leur indignation et leur colère face à cette ingérence américaine. La presse nationale a également dénoncé la propagande américaine qui a semé le trouble et la terreur au sein des habitants de la capitale. Les services sécuritaires sont restés avant-hier sur le qui-vive. Une très forte opération de ratissage a été aussi menée dans les quartiers d'Alger à la recherche des personnes suspectes impliquées dans les attentats de mercredi dernier.

Rosa Mansouri

## Ouyahia pour des télévisions à capitaux mixtes

Le secrétaire général du RND a fait savoir samedi que son parti est pour la semi-ouverture de l'audiovisuel à l'investissement privé. «Je suis favorable à des télévisions à capitaux mixtes, avec des cahiers des charges pour éviter les dérapages, entre autres éthiques.» En revanche, Ouyahia est contre les amendements du code pénal relatifs à la diffamation, introduit en 2001.

«On n'a rien inventé à ce propos. Nous avons fait exactement comme de nombreux pays.» Ouyahia s'est dit favorable à des aides directes en faveur des journaux et des journalistes.

S. A. I.

## TOURNEE DE BOUTEFLIKA A ALGER

# Un président silencieux

**Abdelaziz Bouteflika se sera finalement suffi d'une tournée tout à fait "routinière" hier dimanche à Alger.**

**Aucun mot, pas même la moindre allusion à ce qui s'était passé mercredi dernier dans la capitale.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Ce ne sera donc pas à Alger que l'on connaîtra la position du président par rapport aux sauvages attentats d'Al-Qaïda qui ont ébranlé les locaux de la chefferie du gouvernement et du ministère de l'Intérieur.

Pour cette première apparition publique d'après le 11 avril, l'homme de «la réconciliation nationale» s'est simple-

ment contenté de se rendre, en début d'après-midi, au chevet des blessés, une vingtaine sur les 147 initialement admis à l'hôpital Mustapha-Pacha. Il réconfortera les blessés sans qu'à aucun moment, il évoque les tragiques attentats.

«La sortie d'aujourd'hui se veut un message fort en direction de la nation et de l'étranger. Le président voulait avant tout, ce fai-

sant, rassurer les Algériens quant à la situation sécuritaire dans le pays», tentait de nous expliquer un membre de son entourage. A défaut donc de «discours», ce sera à un message que Bouteflika conviait les Algériens à travers une sortie effectuée avec des mesures de sécurité singulièrement sévères.

Le programme de cette tournée, décidée la veille seulement, était très allégé. Avant de clore sa virée algéroise à l'hôpital Mustapha-Pacha, Bouteflika achevait, péniblement, trois autres

«étapes» où il s'agissait d'inaugurer le Nouvel Institut Pasteur à Alger (Dély-Ibrahim), un site de la Sonelgaz à Gué-de-Constantine et la nouvelle cour de justice au Hamma.

«Silencieux», contrairement à ses habitudes, Bouteflika, visiblement très fatigué, amaigri et ayant le geste «lourd», donnait parfois l'impression de s'adonner plus à une corvée qu'à une activité présidentielle.

Serait-ce le même cas, aujourd'hui à Constantine, où il se trouve pour une visite depuis ce matin ?

K. A.